

Indicateurs macroéconomiques

| Indicateurs macroéconomiques | 2017 | 2018 | 2019 (INE)** |
|---|--------|-------|-----------------|
| Croissance PIB (%) | 3,5 | 2,6 | 2,2 |
| Solde public (% du PIB) | - 3,0* | - 0,4 | + 0,2 |
| Solde primaire (% du PIB) | 3,0 | 2,7 | 3,4 |
| Dettes (% du PIB) | 126 | 121,9 | 117,7 |
| Taux de chômage (% PA) | 8,9 | 7 | 6,5 |
| Indice harmonisé des prix à la consommation (%) | 1,4 | 1 | 0,3 |

| Indicateurs du commerce extérieur | Février 2020 |
|---|---------------------------|
| Exportations de biens (Md€, INE) | 10,1 (+ 2,5 % en g.a.***) |
| Importations de biens (Md€, INE) | 13,1 (+ 0,4 % en g.a.) |
| | Janvier 2020 |
| Exportations de services (Md€, Banco de Portugal) | 2,4 (+ 3,6 % en g.a.) |
| Importations de services (Md€, Banco de Portugal) | 1,4 (+ 1,6 % en g.a.) |

* Hors recapitalisation de la banque publique *Caixa Geral de Depósitos*, le déficit public a été de 0,92 % du PIB

** Les données relatives aux soldes des administrations publiques sont encore provisoires

*** Glissement annuel

MACROECONOMIE

- **La chute du tourisme risque d'aggraver le déficit attendu du commerce extérieur**

Après sept années consécutives d'excédent, la balance des biens et des services devrait redevenir déficitaire cette année, une tendance aggravée par les effets de la pandémie. Selon une étude du *CeBER* de la faculté d'économie de l'université de Coimbra, la Valeur Ajoutée Brute (VAB) du commerce mondial devrait se contracter de 33,1 % en 2020 et les exportations portugaises de biens et services devraient chuter de 35,1 % en 2020. Le secteur touristique contribuerait le plus à la baisse des exportations totales, suivi du textile et du secteur automobile.

Le tourisme, le commerce de gros et les transports aériens contribueraient le plus à la dégradation du solde. Le secteur automobile aurait une contribution positive, étant donné que le Portugal importe plus de véhicules et de composants qu'il n'en exporte. De même, l'impact du secteur textile sur le solde, quoique négatif, serait largement atténué en raison, notamment, des importations de biens intermédiaires.

POLITIQUE BUDGETAIRE

- **Nouvelle phase de volatilité pour les taux souverains portugais de référence**

Les taux portugais à 10 ans ont connu une nouvelle phase de hausse avec un pic à 1,3 %, le 22 avril, après l'annonce par *Fitch* de la dégradation de la perspective associée, de « positive » à « stable ». Ils sont retombés depuis autour de 1 % - leur niveau de mars 2019 – après une détente sur les marchés obligataires des pays d'Europe du sud depuis le 23 avril, en dépit de l'absence d'accord entre les chefs d'Etat européens lors de la vidéoconférence le même jour. Certains analystes considèrent que la baisse serait liée à une intervention de la BCE qui aurait augmenté ses achats de titre de dette italienne en amont de l'actualisation de la note souveraine italienne par l'agence *S&P* prévue pour le 1^{er} mai.

Depuis le début de la crise, les taux portugais sont entrés dans une phase d'instabilité, ayant atteint un pic à 1,4 % le 18 mars, en raison des incertitudes et de l'intensification des risques qui poussent les investisseurs à se tourner vers les valeurs les plus sûres (« *flight to quality* »). La politique de la BCE permet, pour le moment, de contenir les risques, mais le Portugal reste exposé en cas de hausse importante de ses coûts de financement (pour rappel, la dette publique s'établissait à 117,7 % du PIB fin 2019 et le pays devrait émettre pour environ 40 Md€ de titres en 2020).

- **Le Gouvernement attendra la phase de reprise pour publier son budget rectificatif pour 2020**

L'actualisation du budget 2020, ou « budget supplémentaire », ne sera pas réalisée avant que l'économie ne soit entrée dans une phase de reprise d'après le Ministre des Finances, Mario Centeno. Lors d'une réunion de la Commission parlementaire du Budget et des Finances, M. Centeno a rappelé la nécessité d'éviter la précipitation pour actualiser les comptes publics, considérant qu'il faut attendre des indications plus claires sur l'étendue de la crise et les réponses apportées au niveau européen.

De fait, l'impact économique de la crise et le coût des mesures du Gouvernement rendent inévitable la publication d'un budget rectifié pour 2020. Il a également rappelé l'importance de coordonner la réouverture de l'économie avec celles des autres pays européens rappelant le poids des exportations dans le PIB portugais (plus de 40 %, dont les trois-quarts à destination des pays de l'UE). Il a chiffré l'impact, pour les comptes publics, de l'ensemble des mesures économiques prises à ce jour à plus de 20 Md€. Il a notamment rappelé que le coût du dispositif de chômage partiel était évalué à 1 Md€ par mois et que les dépenses de prestations sociales (dont les indemnités pour le chômage) atteindraient au total entre 4 et 5 Md€, auxquelles s'ajoutera une hausse des dépenses du Système National de Santé de 500 M€.

SECTEUR BANCAIRE

- **La pandémie accélère la digitalisation des services bancaires**

La pandémie devrait accélérer la transformation digitale des banques portugaises, déjà entamée depuis plusieurs années (35 % des ventes de *Santander* sont réalisées *via* le numérique et 45 % dans le cas de *Millennium BCP*) en lien notamment avec la réduction importante du nombre de guichets. Sans surprise, les mesures de distanciation sociale ont entraîné une baisse de la fréquentation des guichets et des retraits aux caisses automatiques, favorisant un recours accru aux services bancaires dématérialisés. D'après la Banque du Portugal, les retraits quotidiens de liquide ont diminué de 34 M€ en moyenne depuis le début de l'état d'urgence et le nombre de paiements sans contact a augmenté de 60 %.

Maria João Carioca, administratrice de la *Caixa Geral de Depósitos* (CGD), a rappelé que la banque avait dû élargir rapidement son offre digitale pour faire face à la crise en renforçant notamment ses centres d'appel face à l'augmentation des appels téléphoniques depuis le début de la crise (+ 52 %). Elle souligne qu'en mars, 68 % des opérations des clients ont été réalisées *via* des canaux digitaux et cite l'exemple de leur application *Dabox*, lancée en septembre 2019, qui centralise la gestion des comptes détenus dans différentes banques et permet, depuis la mi-avril, d'effectuer des virements bancaires quel que soit l'établissement dont l'utilisateur est client. La banque *Novo Banco* a également étendu son offre en créant une boîte *mail* spéciale et une ligne téléphonique prioritaire (« *Via Verde* ») pour répondre aux demandes concernant les lignes de crédit et les moratoires.

- **La crise menace la notation des banques portugaises**

Lors d'une audition parlementaire, Miguel Maya, le PDG de *Millennium BCP*, a indiqué qu'il serait « difficile de maintenir le *rating* des banques portugaises sans solution européenne pour financer la dette ». Selon lui, sans mécanisme européen permettant de traiter la dette créée de « manière autonome, afin de ne pas porter préjudice à la dette publique des Etats » il y a un risque que les mesures du Gouvernement soient insuffisantes. Il a par ailleurs rappelé que les prévisions du FMI pour 2020 plaçaient la dette publique portugaise à un niveau supérieur à celui enregistré lorsque les agences de notation avaient mis le pays dans la catégorie spéculative. Il a ensuite ajouté que « *BCP* ne peut pas avoir un *rating* positif si l'Etat a un *rating* négatif » et a rappelé les risques qui pèsent sur les capacités des banques à se financer avec la hausse attendue des ratios de prêts non-performants et dans un contexte de faible rentabilité.

Pour rappel, depuis le début de la crise, les principales agences de notation, ont dégradé les perspectives associées à la notation de plusieurs banques majeures : au début du mois d'avril, *Fitch* a dégradé la perspective de *CDG*, *BCP* et *BPI*, de « stable » à « négative » suivie d'une dégradation similaire de *Moody's*, de « stable » à « négative » pour l'ensemble du secteur bancaire portugais (sachant que l'agence avait déjà dégradé la perspective du secteur de « positive » à « stable » en novembre 2019, en raison du ralentissement économique anticipé alors). Le 9 avril, l'agence canadienne *DBRS* avait également dégradé la note associée à la dette de long terme de *Novo Banco*, de « stable » à « négative ».

Face au risque d'une dégradation généralisée de la notation des banques européennes et à la fragmentation du marché, la BCE a annoncé le 23 avril qu'elle accepterait les titres classés dans la catégorie « spéculative » comme collatéraux pour les prêts bancaires afin de neutraliser les effets négatifs des notations sur le financement de l'économie. Concrètement, les établissements et les actifs répondant aux nouvelles exigences de qualité minimales avant le 7 avril (BBB -) verront leur notation gelée par la BCE, à condition qu'ils ne voient pas leur note dégradée en deçà du seuil fixé.

SECTORIEL

- **Le Gouvernement reporte la publication de sa stratégie nationale sur l'hydrogène**

D'après des sources gouvernementales, la publication de la feuille de route nationale sur l'hydrogène, prévue initialement au printemps, serait reportée au mois de juin, au plus tôt, en raison de la crise sanitaire. A travers ce document, le gouvernement portugais doit énoncer sa stratégie pour le développement de l'hydrogène verte au Portugal, un secteur qui suscite un intérêt croissant de la part des autorités. Il repose notamment sur la concrétisation d'un projet industriel de grande envergure, qualifié par le Secrétaire à l'Energie de « plus grand projet industriel depuis le 25 avril 1974 », développé en partenariat avec les Pays-Bas. Ce projet, intitulé « *Green Flamingo* » prévoit notamment la construction d'une unité de production d'hydrogène, associée à une ferme solaire de 1 GW, destinée à exporter une partie de la production de gaz vers les Pays-Bas. Un *Memorandum of Understanding* (MoU) devait être signé en avril entre les autorités portugaises et néerlandaises. De son côté, le gouvernement portugais assure que le projet n'est pas remis en question malgré les récentes tensions entre les deux pays.

- **EDP lance son projet-pilote de production d'hydrogène**

D'après des sources de presse, le projet-pilote de l'énergéticien portugais a été lancé le 6 avril dernier. Intitulé *FLEXnCONFU – Flexibilize combined cycle powerplant through Power-to-X solutions using non-conventional fuels* -, le projet implique un consortium européen pour la production d'hydrogène dirigé par *EDP*, rassemblant 21 partenaires de 10 pays différents, dont des entreprises, des universités et des instituts de recherche.

Il consiste à équiper la centrale à cycle combiné du Ribatejo d'une unité de production d'hydrogène, qui serait ensuite mélangé au gaz naturel au moment de la combustion. Le but, d'après *EDP*, est double : d'une part, tester les technologies « P2X2P » (i.e. la transformation du surplus d'électricité en gaz puis de nouveau en électricité, l'intérêt étant de lisser la production d'électricité renouvelable) et leur intégration dans les centrales thermiques existantes, et, d'autre part, évaluer les possibilités d'injection d'hydrogène dans le réseau de gaz naturel existant. Selon le calendrier, le projet devrait durer 4 ans (jusqu'en 2024) et la production devrait débuter en 2022. Il s'agit d'un démonstrateur de dimension modeste (1 MW de puissance pour l'électrolyseur) et sans visée commerciale immédiate. L'investissement total représente 12,6 M€ dont 10 M€ de financements européens et 2,1 M€ à la charge d'*EDP*.

- **Conclusion d'un accord pour le rachat de *Brisa***

Le groupe *José de Mello* et la société *Arcus* ont vendu 81,1 % du capital du concessionnaire autoroutier *Brisa* à un consortium d'investisseurs institutionnels composé d'*APG*, gestionnaire d'actifs d'*APB*, un fonds de pension du secteur public néerlandais, de *NPS*, le fonds de pension national sud-coréen, et de la *SLAM*, une société de gestion d'actifs de *Swiss Life*, le principal gestionnaire d'assurances-vie en Suisse. Dans un communiqué, le groupe portugais *José de Mello*, souligne que ces institutions ont accumulé de l'expérience dans la gestion d'entreprises d'infrastructures et que leurs investissements obéissent à une vision de long terme. Le groupe va d'ailleurs conserver 17 % des parts et continuer à assurer « une participation active » dans la gestion de *Brisa*. Le fonds *Arcus* à l'inverse, est intégralement sorti du capital de *Brisa* après y être entré en 2012 via une OPA conjointe avec la famille Mello, l'entreprise étant évaluée à 1,3 Md€ à l'époque. La valeur de la transaction n'a pas été rendue publique, mais des sources de presse évoquent un montant autour de 2,5 Md€, estimant la valeur de l'entreprise à 3 Md€ (évaluée à 4 Md€ avant la crise sanitaire). Pour rappel, le groupe gère 21 autoroutes au Portugal à travers cinq concessions.

L'opération doit encore être validée par les régulateurs compétents. Pour mémoire, le Premier ministre Antonio Costa avait indiqué le 23 avril que toutes les intentions d'investissement direct étranger déjà enregistrées avaient été confirmées et que de nouvelles manifestations d'intérêt avait été signalées, notamment de la part d'entreprises qui se fournissent habituellement en Asie et prennent conscience de la nécessité de raccourcir leurs chaînes d'approvisionnement.

- **L'entreprise espagnole *Aludec* lance la construction d'une usine à Viana do Castelo**

Le fabricant de composants automobiles espagnol, *Aludec Coating*, a débuté ce mois-ci la construction d'une usine dans le parc industriel de Lanheses à Viana do Castelo pour un investissement initial de 15 M€ qui devrait créer 70 emplois. Les travaux devraient s'achever d'ici la fin d'année.

DIVERS

- **Les premiers taxis fluviaux sur le Tage devraient entrer en opération d'ici un an et demi**

L'Association du Tourisme de Lisbonne (ATL) a conclu son étude sur le futur réseau de pontons dans l'estuaire du Tage destiné à accueillir des taxis fluviaux. Les travaux devraient durer 15 mois pour un coût total de 15 M€, sachant que certains pontons pourront entrer en activité avant la fin de l'ensemble des travaux. L'étude a été terminée fin mars et doit être bientôt remise à la mairie de Lisbonne mais le calendrier pourrait être révisé en raison de la pandémie. Les travaux devraient débuter en 2021 sous réserve de la validation de l'étude par la mairie de Lisbonne et de l'approbation des projets par le Fonds de Développement Touristique de Lisbonne, alimenté par la taxe touristique. Le projet vise à développer un réseau d'infrastructures dans le grand Lisbonne sur les deux rives du Tage, réparties entre le Parc des Nations et Trafaria, pour développer un système de taxis fluviaux.

- **Le Portugal devrait contribuer à hauteur de 227,5 M€ au fonds de la BEI**

La Banque européenne d'Investissement (BEI) a approuvé la création d'un fonds de garantie pan-européen de 25 Md€ qui permettra de mobiliser jusqu'à 200 Md€ pour aider les entreprises mises en difficulté par la crise. La contribution de chaque Etat-membre étant calculée au prorata de leur participation respective au capital de la BEI, le Portugal devrait s'acquitter de 227,5 M€ d'ici la fin du mois d'avril. Cette participation est volontaire, sachant que le fonds ne sera concrétisé qu'à condition que plus de 60 % des actionnaires participent, afin de réunir un minimum de 15 Md€.

Il n'existe pas de quotas prédéfinis par les Etats-membres pour les projets financés par la BEI mais selon la presse, le Portugal pourrait se voir attribuer autour de 400 M€, qui, par effet de levier pourraient induire des investissements privés de plus de 3 Md€. Le fonds sera mis en œuvre par la BEI et sa filiale dédiée au financement des PME, le Fonds Européen d'Investissement (FEI).

Responsable de la publication : Stanislas Godefroy

Ambassade de France à Lisbonne,
Service économique
R. Santos-O-Velho 5,
1249-079 – Lisbonne

Rédigé par : Louis Diéval

Abonnement/désabonnement :
lisbonne@dgtresor.gouv.fr



Internet : <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/PT>

Suivez-nous sur Twitter : @FR_Eco_Iberica 

Copyright : Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique de Lisbonne

Clause de non-responsabilité :

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.